Le 3 août 2005 :

Fin d'un calvaire

Les réformes économiques et politiques entreprises à partir de 1986 par Ould Taya, auraient pu conduire, si leur initiateur avait une culture démocratique et un tempérament consensuel, à la mise en place d'une expérience démocratique mauritanienne qui aurait pu permettre la participation de toutes les forces politiques du pays à l'édification d'une démocratie pluraliste à laquelle tous les Mauritaniens se seraient identifiés et qu'ils auraient tous été déterminés à défendre quand le besoin s'en ressent ; et cela aurait ipso facto fait de Ould Taya un leader national respecté de tous et l'aurait même fait entrer par la grande porte dans l'histoire de ce pays.

Malheureusement, ce qui semblait motiver Ould Taya, comme il s'était avéré par la suite, ne semble pas avoir été le souci d'instaurer une démocratie réelle dans le pays mais plutôt de prendre le Pouvoir et de s'y installer ad vitam éternam et ce à la faveur d'une démocratie formelle dont l'unique finalité semble avoir été de pérenniser son régime quoique cela puisse coûter à la Mauritanie.

L'exercice démocratique initié en Mauritanie sous la pression d'une opinion internationale qui tolère de moins en moins les regimes autocratiques, était vicié à la base par les fraudes massives qui ont entaché les différentes consultations électorales qui s'étaient déroulées dans le pays lors des échéances nationales successives.

Il s'en est suivi que toutes les institutions issues de ces consultations n'étaient que des caisses de résonance entièrement instrumentalisées par le pouvoir pour consolider son autorité et renforcer sa mainmise sur tous les aspects de la vie nationale. La démocratie mauritanienne n'avait, dès le départ, été qu'une parodie burlesque de la démocratie dont le seul but était d'éterniser la présence de Ould Taya à la tête de la Mauritanie.

Pour garder le pouvoir, Ould Taya ne lésinait sur aucun moyen et ne reculait devant aucun procédé. Ainsi, les dons, les prébendes, les rentes de situations et toutes les autres formes de libéralités étaient généreusement distribuées aux thuriféraires du régime et aux laudateurs invétérés de son chef.

Cette politique d'achat de conscience et de corruption des âmes qui avait liquéfié les dignités et pulvérisé le système de valeurs national allait de paire avec une répression multiforme qui s'abattait sur les partis d'opposition et une marginalisation systématique des intellectuels intègres pour les lesquels, Ould Taya vouait une aversion profonde et envers lesquels il nourrissait une haine implacable.

Au lieu de confier la gestion des unités économiques et celles des rouages administratifs, politiques et institutionnels à des hommes techniquement compétents et moralement intègres le régime déchu a délibérément fait émerger ex-nihilo une médiocrocratie faite de flagorneurs incultes et sans scrupules et de courtisans vulgaires et ceci pour tenter de prouver aux cadres compétents et propres et à tous les Mauritaniens que n'importe qui peut assumer n'importe quelle responsabilité et que, somme toute, ceux qui sont brillants et ceux qui sont médiocres s'équivalent et sont interchangeables ! En conséquence, la mauvaise monnaie chassant la bonne, les meilleurs cadres du pays ont été réduits au dommage et à l'exclusion ou poussés à l'émigration. De plus les jeunes générations voyant que le mérite et le talent ne constituent pas des atouts mais plutôt des handicaps, elles se sont détournées des études et ont cessé de considérer l'excellence et la compétence comme la voie royale au succès et l'impact que cet état d'esprit a eu sur notre système éducatif est connu de tous.

La prévalence de la corruption, la domination de l'oligarchie des " médiocrocrates ", la profonde faillite morale ont été aggravés par un développement grandissant du népotisme et du favoritisme.

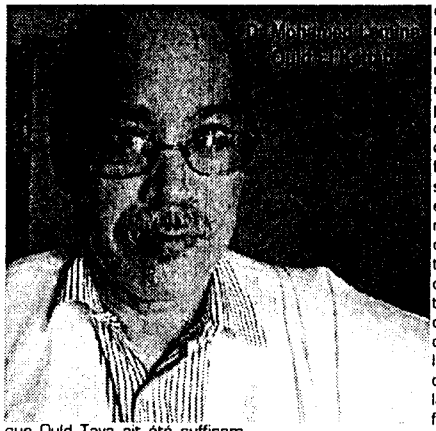
Toutes les ressources du pays étaient utilisées pour renforcer l'assise du régime , pour étendre les tentacules du parti -Etat dans tout le pays, pour renforcer la mainmise de la plutocratie au pouvoir sur les richesses du pays aux dépens des couches sociales les plus démunies.

Face donc au cramponnement de Ould Taya au pouvoir et eu égard au déchaînement d'une répression cruelle contre tous ceux qui osaient mettre en cause l'ordre établi ou s'aventuraient à réclamer l'avènement d'un changement, tous les acteurs politiques nationaux ainsi que les observateurs étrangers ont acquis la conviction que ce blocage ne saurait être transcendé par une voie pacifique.

Voilà pourquoi, le 3 août courant, à l'aube, les forces armées nationales, ont eu recours pour la 4ème fois en 17 mois, à la force pour apporter le changement que tous les Mauritaniens sans exception, ont appelé de tous leurs vœux, des années durant.

Il va sans dire que les coups d'Etat militaires, n'ont jamais été le remède idéal contre le despotisme et la dérive totalitaire, ni la voie indiquée pour la sortie des crises et l'instauration de la démocratie. Mais à la guerre comme à la guerre et comme on dit aux grands maux les grands remèdes.

L'idéal aurait bien entendu été



que Ould Taya ait été suffisamment démocrate pour accepter une alternance pacifique et assez perspicace pour comprendre qu'il n'était pas réaliste de vouloir s'imposer aux Mauritaniens pour un troisième mandat dont rien d'ailleurs ne laissait supposer qu'il était le dernier.

Faute de cela, Ould Taya a été écarté à la suite d'un pronunciamiento mené à bien par le Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie à la grande satisfaction de toutes les forces politiques existant sur l'échiquier national.

Il va de soi que le changement que les Mauritaniens veulent voire instaurer n'est pas une nouvelle version du système Ould Taya sans Ould Taya, non, ils veulent plus et notamment, la transformation des conditions politiques, socio-économiques et culturelles que ce système leur avait léguées. Ils veulent l'éradication totale des pratiques que le régime défunt avait favorisées et la disparition définitive de la mentalité et des mœurs exécrables qu'il avait engendrées.

Or un tel changement requiert non seulement la bonne volonté du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie mais également la mobilisation de l'ensemble des forces vives de la nation ; chacune des deux parties devant assumer les responsabilités qui lui incombent.

Dans cette perspective, le Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie devra s'employer sans tarder à redresser l'économie, à assainir l'administration, à reformer la justice, à réhabiliter les institutions, à revaloriser les compétences techniques et la probité éthique et enfin à reconsidérer l'encadrement qui avait été placé aux commandes des différentes structures économiques et des institutions politico administratives dans le but de placer l'homme qu'il faut à la place qu'il faut et de façon à débarrasser les unités économiques et les instances institutionnelles du pays des prédateurs incompétents et budgétivores qui dilapidaient les ressources nationales en contre partie de leur dévotion illimitée au régime défunt. En d'autres termes, il y a lieu de valoriser le professionnalisme, l'excellence, la performance et la rentabilité.

Sur un autre plan, il convient s'attacher à élaborer une diplomatie nationale cohérente soustendue par une politique extérieure réfléchie et pertinente visant entre autres à améliorer l'image de marque du pays et à le hisser au niveau qui doit être le sien dans le concert des nations. En outre, une attention particulière devra être accordée à l'amélioration des conditions de vie des populations déshéritées victimes des aléas climatiques et des revers de fortunes.

Voilà les éléments que le Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie devrait prendre en compte pour mener à bien la période de transition.

Pour que cette transition ait le maximum de chance de réussir, il faudra par ailleurs que le Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie, les partis politiques, les opérateurs économiques, les partenaires sociaux, les organisations de la société civile et les intellectuels procèdent à des concertations suivies et conjuguent leurs efforts pour élaborer une feuille de route qui permette d'identifier les objectifs à atteindre et pour établir un échéancier pour les différentes étapes à franchir avant de mener la transition vers la démocratie à son terme.

Quant aux partis politiques, il leur appartient de définir avec davantage de précision leurs obédiences idéologiques, leurs options politiques, leurs programmes électoraux spécifiques et leurs projets de sociétés distinctifs de manière à bien se démarquer les uns des autres permettant aussi aux citoyens de savoir à quoi s'en tenir et à opérer un choix motivé du parti sur lequel ils doivent jeter leur dévolu compte tenu de son orientation politique et de son cadre référentiel et non par suivisme et en fonction de considérations tribales, régionales ou ethniques.

Les partis politiques devraient quant a eux , pour renforcer leur crédibilité, pour élargir leur audience et assurer leur pérennité œuvrer à conscientiser autant que faire se peut et à fidéliser leurs militants et leur ouaille et ceci pour, entre autres, mettre fin à la culture de versatilité, de vagabondage partisan et de nomadisme politique que le régime déchu avait favorisée.

C'est dire qu'avant les échéances électorales à venir, les partis politiques dont la marge de manœuvre était jusque-là réduite en raison de la politique restrictive de l'ancien régime, doivent se restructurer, affiner leurs idéologies, préciser et populariser leurs programmes politiques et mobiliser leurs militants pour que, le moment venu, ils soient compétitifs et performants ; ce qui ne manquera pas de se répercuter sur la qualité du jeu démocratique dans le pays mettant ainsi notre expérience démocratique à l'abri des avatars indésirables.

Telles sont rapidement décrites les circonstances dans lesquelles est intervenu le changement politique qui a été apporté le 3 août 2005 et par lequel les forces armées nationales ont mis fin à l'impasse inextricable dans laquelle la logique de confrontation et l'aveuglement du régime défunt ont enfermé le pays ; et telles sont sommairement évoquées les responsabilités qui incombent au Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie et à l'ensemble des forces vives de la nation pour mener à bien la transition vers l'avènement d'une démocratie pluraliste authentique et vers l'instauration d'un ordre constitutionnel véritable en Mauritanie.

Nouakchott, le 15 août 2005
Dr Mohamed Lemine Ould El Kettab